

# Violations des droits humains: complicités du Luxembourg / Resistances

05/12/2018, Le Jeudi

Dans quelques jours sera célébré le 70e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Certaines opérations liées à la place financière révélées récemment montrent comment le Luxembourg participe, directement ou indirectement, à la violation des droits humains dans des pays du Sud.

En juillet 2017, l'émission Monitor de l'ARD a montré l'impact d'un partenariat public-privé, l'«Africa Agriculture and Trade Investment Fund» (AATIF). Ce fonds a comme objectif officiel d'utiliser le potentiel agricole africain pour lutter contre la pauvreté, créer des emplois et augmenter les revenus des paysans et des travailleurs.

Le documentaire a toutefois montré une autre réalité: en Zambie, le projet Agrovision, crédité de 10 millions d'euros par l'AATIF, a acheté 17.000 hectares de terres. Il sert à la production, selon des méthodes industrielles, de maïs, de blé et de soja, dont le gros est exporté. Les investissements ne profitent pour ainsi dire nullement aux habitants. Des habitants déplorent les rares emplois occasionnels et mal payés ainsi que les mauvaises conditions de travail. Nombreux sont ceux qui ont été privés de leurs terres et de leurs conditions d'existence. Une femme en larmes affirme ne plus être en mesure de nourrir ses enfants ayant perdu la terre qu'elle avait cultivée auparavant.

L'AATIF a été établi «au paradis fiscal» du Luxembourg, sous forme d'une société d'investissement. La SOCFIN est une holding dont les principaux actionnaires sont le Belge Fabri et le Français Bolloré. Contrôlant 402.000 ha et spécialisé dans la culture de palmiers à huile et d'hévéas, ce holding est actif notamment au Cameroun, en RDC, au Sierra-Leone et au Cambodge. Il est domicilié au Luxembourg. Conflits fonciers, privation de ressources naturelles, rivières polluées, compensations dérisoires, conditions de travail précaires, promesses non respectées: les conditions de vie des riverains des plantations du groupe ne cessent d'empirer.

Malgré les dizaines de mobilisations locales et internationales, y compris au Luxembourg, de courriers d'interpellation et de rapports documentant les nombreuses problématiques posées, le groupe continue d'ignorer la majeure partie des problèmes et de refuser un dialogue avec les communautés.

Odebrecht est une entreprise de travaux publics brésilienne active dans vingt-cinq pays. Elle s'est fait connaître par de vastes scandales de corruption au Brésil et dans une dizaine d'autres pays latino-américains.

Selon un documentaire récemment présenté au Luxembourg, Odebrecht construit un complexe de trois barrages à Belo Monte, au Nord-Est du Brésil sur le fleuve Xingu, un affluent de l'Amazone. Cet ouvrage gigantesque a conduit au déplacement d'une population de 300.000 personnes dont 20.000 dans la ville d'Altamira dont les conditions de vie ont été dramatiquement affectées. Les populations indigènes de la région sont particulièrement

touchées. Odebrecht a ouvert depuis 2013 pas moins de six entreprises au Luxembourg sous forme de simples boîtes aux lettres.

La place financière du Luxembourg héberge 4.000 fonds d'investissement et plusieurs dizaines de milliers de sociétés à participation financière souvent à des fins d'optimisation fiscale. Le nouveau gouvernement devrait adopter une loi obligeant toutes les entreprises transnationales ainsi que leurs filiales établies au Luxembourg et ailleurs à un devoir de vigilance, au respect des droits humains et de l'environnement.

Jean Feyder,  
ancien ambassadeur